

DE CURAÇAOSCHE COURANT.

Deel LVII. ZATURDAG den 18den DECEMBER 1869. No. 50.

Monsieur G. J. R. DE LIMA,
Membre du Conseil Colonial de Curaçao.

Monsieur!

Les marques de sympathie, que trouve partout la proposition faite par vous dans l'avant-dernière sèance du conseil colonial pour accorder aux habitants de Curaçao le droit d'élection, me portent à soumettre à vos lumières quelques observations, que je ferai touchant ce droit, qui nous est encore ôté. Etranger aux affaires publiques j'aurais dû m'abstenir de traiter de ces graves matières encore par l'inexpérience de l'âge; mais je crois que cet instinct admirable, qui nous fait sentir la justice, appartient à tous les âges et à toutes les conditions, et que quand il s'agit de nos droits. l'amour de la justice peut tenir lieu de prudence et d'expérience. La suite vous convaincra peut être, monsieur, que je me trompe. Quoiqu'il en soit, j'aurai la satisfaction d'avoir contribué de mes faibles efforts à l'obtention de vos privilèges, heureux s'ils ne restent pas inutiles.

Notre pays resté étranger aux grandes réformes politiques, que le progrès et la haine de l'anarchie accomplissent en Europe, voit tout autour de lui des pays de bien moindre importance jouir de privilèges, qui ne sont déjà refusés qu'à lui seul. Le gouvernement de Curaçao s'est laissé devancer dans les réformes, que l'esprit du siècle réclamait hautement pour cette colonie, non seulement par toutes les nations étrangères, qui ont des possessions dans les Indes Occidentales, mais encore, ce qui est plus inconvenable, par des îles hollandaises inférieures à la notre précisément en ce qui rend un pays susceptible des réformes, qui lui mettent à la hauteur de la civilisation moderne. Les îles de Bonaire, d'Aruba, etc. jouissent depuis longtemps du droit d'élection, et Curaçao, qui se fait remarquer des étrangers par la politesse et l'affabilité européennes de ses habitants, n'en a point. On à accordé sans aucune difficulté à l'île de Saba ce qu'on refuse à Curaçao, qui devient tous les jours plus important par ses relations avec l'Europe, par son commerce et par tant d'autres avantages, qu'on ne puet méconnaître. Mais enfin ce droit sacré, dont tout le monde doit sentir la beauté, s'il laisse ses prejugés pour ne consulter que la raison, ce droit, que les ennemis du pouvoir populair ont soin de supprimer, parait pouvoir nous tomber aussi en partage. Vous êtes, monsieur, que je sache le premier, qui ait traité sérieusement en Curaçao de nous le faire accorder.

Les importants avantages, qui résultent pour un peuple de son droit d'élire les membres de son conseil, sont si clairs et si manifestes, tant de choses concourent à faire désirer ce droit en Curaçao sans qu'un seul motif puisse le faire craindre, qu'on s'étonne de ne le voir encore en pratique, et qu'on se demande s'il n'est pas ridicule de nous bercer avec de vaines promesses et de traiter les choses du monde les plus simples avec autant de lenteur, de prudence et de circonspection, qu'on en mettrait en projetant le renversement d'un royaume.

Je ne veux pas être sentencieux ni débiter des lieux communs, mais qu'on me permette seulement de diriger l'attention vers les avantages moraux, que les peuples tirent de leur droit d'élection. Sans parler de la satisfaction intérieure, que nous procure la persuation d'être à l'abri des arbitraires de l'anarchie, il est aisé à comprendre combien il est agréable à tout homme, qui aime sincèrement sa patrie, d'avoir le droit de s'occuper de ses affaires publiques. Rien n'est plus propre que ce droit à donner de l'émulation aux citoyens et à leur inspirer un ardent désir de voir prospérer leur pays. Dans les gouvernements où seuls les grands sont investis du pouvoir et où le peuple n'a aucune part aux affaires publiques, il perd toute son énergie et devient à la longue insensible à tout ce qui regarde sa patrie, tandis, que si la moindre part à l'administration réclamait ses devoirs, il se rendrait attentif à tous ses intérêts et se sacrifierait volontiers pour son salut. Nous voyons un frappant exemple de ce-ci dans ces deux illustres peuples de l'antiquité, dont les lois servent encore de modèles à nos législateurs et dont l'histoire apprend aux grands hommes de tous les temps à aimer la gloire et à y parvenir en suivant les exemples, qu'elle leur présente. L'acquisition du droit d'élection est une des plus glorieuses et des plus permanentes victoires remportées sur le despotisme, qui retient l'homme dans les ténèbres de l'ignorance pour le mieux asservir. Parcourez l'Amérique et l'Europe, vous verrez que partout où l'on suit ce système les Etats prospèrent et progressent. Le droit de contribuer à l'élection d'un membre du gouvernement donne de la dignité à l'homme, l'espoir et le désir d'être élu soi-même causent une notable amélioration dans les moeurs, la sévère inspection dans la conduite de chacun réprime les écarts, chacun s'instruit à mesure qu'il se familiarise avec les affaires publiques: voilà quelques uns des avantages, qu'on peut tirer de la liberté d'élection, que nous n'avons pas.

On se trompe si l'on croit qu'on peut obtenir tous ces avantages sans changer notre système actuel, et qu'un seul électeur suffit. Non seulement il est impossible que cela arrive, mais il est encore important, ne fût ce que pour prévenir des élections arbitraires, que le peuple jouisse de ses droits. Il est clair, qu'une seule personne, même sans être continuellement occupée des affaires publiques comme l'est un gouverneur, n'est pas en état de s'informer par soi-même du mérite de tant d'autres: il faut bien qu'elle ait recours à d'autres individus pour l'éclairer dans ses choix, ou qu'elle choisisse arbitrairement. Si elle élit les membres par les conseils d'autrui, si elle juge, moins sur ses propres sentiments que sur ceux de ses conseillers, elle peut être influée dans ses choix par les intérêts de famille ou d'amitie, que les conseillers ne manquent jamais d'avoir en vue, et qu'elle ne peut toujours pénétrer; si elle ne consulte, au contraire, que sa propre volonté, elle est dominée par des antipathies personnelles. Il est impossible qu'une de ces deux choses n'arrive pas, et on ne peut éviter l'un de ces inconvénients sans tomber dans l'autre.

Mais supposons pour un moment qu'il y ait quelque moyen encore inconnu d'éviter ces inconvénients, supposons que l'électeur, toujours guidé dans ses choix par des conseillers éclairés, sans préjugés et ennemis de la cabale (le singulier phénomène), donne toujours la préférence au mérite et aux talents; je demande à tous les hommes, qui respectent et estiment l'opinion publique, s'il ne serait plus honorable pour eux ou du moins plus flatteur pour leur amour propre de devoir leur élection à la considération du public qu'à un électeur en place. L'estime publique, étant de toutes les démonstrations et de tous les égards celui, que les hommes de bien ambitionnent le plus et celui qui détermine le plus souvent leurs moindres actions, il ne faut pas s'étonner qu'ils trouvent dans le choix, que le public fait d'eux, la gratification de leur amour propre, qui devient ici l'une des passions, qu'on ne saurait trop encourager. Vous concevez aisément, monsieur, tout le parti, qu'on peut tirer encore de ce-ci pour les moeurs, et il n'est pas nécessaire, que je répète pour cela ce que j'en ai déjà dit.

Je n'ai parlé jusqu'ici que des résultats moraux, qui rendent la liberté d'élection désirable pour nous, qu'il me soit permis maintenent de chercher les puissantes raisons, qui nous ôtent encore ce privilège, qui peut procurer tant d'avantages et dont l'exclution nous soumet à tant d'inconvénients. Quels sont les motifs qui selon Mr. le président du conseil pourraient rendre sa concession trop précipitée? Le court espace de temps depuis l'introduction du nouveau règlement. Voilà la seule difficulté, il n'y à pas moyen d'en trouver d'autres. S'il y en avait, vous pouvez être sûr, qu'on n'aurait pas manqué de les mettre dans tout leur jour. Mais, quoi! Un peuple remarquable par sa douceur, son respect pour les lois, son amour de l'ordre, sa soumission aux institutions de son pays, doit se préparer par plus de quatre longues années à obtenir un privilège, qu'on a accordé sans aucune difficulté à la plus turbulente populace de nos temps? Qu'est-ce donc qu'on peut craindre de cette système d'élection? Que signifie cette lenteur décourageante. Le désir de voir Curaçao jouir de droits, qu'ont toutes les autres colonies hollandaises, m'abuse peut-être, mais je ne puis voir aucun inconvénient dans la liberté d'élection. Il me semble, monsieur, que rien n'est plus propre à prouver qu'il n'y en existe pas, que ce qu'on a répondu à vos remarques. Tout se réduit à une affaire de temps, et l'on nous renvoie avec la consolante promesse de revenir peut être sur cette matière dans l'avenir, si nous sommes sages, comme si quatre ans n'étaient déjà plus qu'assez pour faire voir que notre caractère dominant est l'amour de la tranquilité et de l'ordre.

Mais quels sont donc les effets qu'on attend du nouveau réglement pour nous donner la liberté d'élection, et de qui les attend-on? Le peuple ne s'est aperçu d'aucun changement dans le gouvernement. Le peuple n'a aucune connaissance des affaires publiques, on l'en tient si isolé! C'est en vain qu'on attend des effets d'une chose dont le peuple n'a que faire. Le gouvernement, puisqu'il veut connaitre les effets du nouveau réglement, doit recommancer de nouveau, et dire au peuple que nous en avons un, parce qu'en vérité il n'en sait rien; il a vu quelques cérémonies et les a ensuite oubliées à force de travailler tous les jours du matin jusqu'au soir pour se procurer la nourriture; mais il n'a aucune idée de ce que c'est que le nouveau réglement. Le peuple est trop éloigné des affaires publiques, on l'en tient trop écarté.

On se demande sans doute pourquoi il reste insensible et froid quand on traite de lui accorder le droit d'élection. C'est que cette confession est douloureuse à faire et qu'on en doit rougir pour sa patrie; c'est que le peuple de Curaçao, qu'on a méconnu dans ses droits, qu'on a presque insulté par des préférences offensantes, ignore jusqu'à présent tous les avantages moraux, qui résultent pour lui de ce privilège si beau et dont il est si digne. Ce droit, qui apprend à l'homme à connaitre sa propre valeur, qui régénère les sociétés en décadence en des sociétés prospérantes, qui suffoque l'envie, qui réconcilie des ennemis, qui bannit des coeurs des citoyens l'intolérance, les inimités, tous les fléaux, qui affligent les sociétés en troublant la bonne intéligence, et tout cela par la seule salutaire persuation que les droits sont pour tous et pour tous égaux. le peuple n'en a pas même une idée éloignée. Il est trop isolé des affaires, et notre système actuel est trop exclusif. Les intérets du peuple sont entre les mains de quelques individus, qui n'ont à lui en rendre compte et qui ne lui consultent jamais. Il faut répéter que le *peuple* ne sait rien du nouveau réglement, et que par conséquent si l'on en attend des effets pour nous accorder le droit d'élection, nous l'attendrons longtemps. On eût pu trouver un prètexte plus raisonnable, mais non pas un plus sûr pour ne nous l'accorder.

Dans l'état présent des choses, je ne vois pas que quatre ans, ce qu'on veut bien appeler le court espace de temps, doive être une raison pour nous refuser la liberté d'élection. Il parait qu'on devrait bien faire attention au degré d'avancement de cet île, et non pas faire une question de temps d'une chose, qui n'y a aucun rapport. Le temps ne fait ici rien à l'affaire. C'est un raisonnement, qui ne satisfera personne que de dire: On a introduit ici depuis un certain temps un certain réglement, qui

contient beaucoup de choses utiles et qu'on a eu tort de n'introduire plus tôt; nous sommes en l'an 1869: donc, je conclus que vous ne devez pas avoir la liberté d'élection. C'est pourtant ainsi qu'on raisonne, et le moindre défaut de ce raisonnement est de ne convaincre personne.

Tout ce que vous avez dit dans le conseil, monsieur, est pressant et clair. Vous faites remarquer l'étrange contradiction de vouloir qu'un peuple fasse des lois pour un autre, qui ne vit pas sous les mêmes lois que lui, et dont il ne peut pas connaitre par conséquant le caractère, et on vous répond que cela doit continuer ainsi, parce qu'on ne s'est avisé de nous donner le nouveau réglement que malheureusement trop tard; vous dites qu'il y a une anomalie en ce qu'il est contraire à la raison, que notre île fasse des lois pour des hommes, qui, à juger par les droits dont ils jouissent et qui attestent de leur supériorité sur nous, devraient plus tôt nous les envoyer, et on vous répond à peu près de la même manière. On glisse ainsi sur toutes vos objections, on ne les résout pas. Tout se réduit mal à propos à une question de temps, et il faut bien que la docilité de notre peuple, que son état d'avancement, que tous les progrès en un mot, aient peu de poids pour quiconque se rend insensible à tant d'avantages pour ne s'occuper que d'une formalité de l'inutilité de laquelle tout le monde est convaincu. La liberté d'élection est prouvée être bonne en soi, sa faute nous soumet à des inconvénients sans nombre, sa concession au lieu d'en causer ne présente que des avantages, il n'y a donc que la mauvaise volonté, qui puisse nous la refuser.

C'est peut-être l'occasion de parler ici, monsieur, de la loi encore observée dans les autres colonies, qui n'accorde le droit d'élection qu'à des personnes, qui possèdent des biens d'une certaine valeur. Il est très à souhaiter que quand il sera enfin question d'accorder le droit d'élection aux habitants de Curaçao, l'honorable corps auquel vous appartenez traite d'abolir cette loi d'exclution. C'est sans doute ma faute si les bonnes raisons, qui ont pu l'inspirer aux politiques m'échappent et si croyant voir ses inconvénients, je ne voie aussi les avantages, que son observation puisse procurer, mais comme mes remarques sont des doutes que je soumets à votre jugement et non pas des décisions, je crois les pouvoir avancer à la faveur de ce titre.

Entre toutes les autres raisons, qu'on peut alléguer contre cette loi, la plus forte me parait le nombre considérable d'habitants, qui seront irrévocablement exclus si on l'adopte. On me dira que dans un pays comme celui ci les personnes, qui ne sont pas en possession des biens que la loi exige pour avoir le droit de voter, ne s'occupent guère des affaires du gouvernement, que, faute de connaissances, elles seront su jettes à se tromper dans leurs choix, etc.

Il serait aisé de lever et faire disparaitre toutes ces difficultés par la seule mention de ce qui se pratique actuellement dans l'Amérique du Nord, où, depuis l'opulent banquier, qui dispose à son gré de millons, et qui étale ses richesses dans le luxe et le faste de ses palais de marbre, jusqu'à l'humble laboureur, qui arrose de ses sueurs les sillons de la Caroline, tout le monde jouit de ce droit tant désiré. Et c'est avec cet impérieux besoin d'égalité et de liberté, que l'Amérique marche si glorieusement en avant, et qu'elle étonne par son esprit de progrès, par le génie naissant et déja si superbe de ses concitoyens, plus encore que par l'étendue de son immense territoire, toutes ces caduques nations si éprises de leurs maximes d'absolutisme et d'illibéralité, et dont on ne retrouve un peu de gloire et de grandeur que dans les pages de leurs histoires. C'est peut-être à ces droits égaux, dont jouissent les Américains et dont tout homme doit etre fier, qu'on doit attribuer la remarquable énergie et activité de ce peuple; ce sont à coup sûr ces droits, qui font que l'Amérique ait autant d'hommes qu'elle a de citoyens, tandis que les autres nations ont beaucoup de citoyens et peu d'hommes. On ne peut supposer dans un affranchi des Etats du Sud plus de lumières que dans un homme du peuple de Curaçao, je crois même qu'à cet égard tout est à l'avantage de ce dernier. Pourquoi donc, nos industrieux artisans, nos honnêtes laboureurs, tous ces hommes en un mot, qui passent leurs jours à nous procurer les commodités de la vie, seront ils exclus par la loi? Celui qui trouve sa subsistance et celle de sa famille dans le travail et dans son infatigable application, qui a toute la confiance du public, qui est pauvre, non par son indolence ou ses déréglements, mais parce que sa profesion n'enrichit point, ne vaut il bien celui, qui ne peut montrer pour toute recommandation qu'un chétif patrimoine? Que de tristes réflexions ne fait naître cette loi d'exclution! Qu'on interdise si l'on veut les affaires publiques aux hommes corrompus, aux vicieux, à ceux qui oublient les égards qu'ils doivent envers la société, mais laissons aux hommes de bien jouir de ces droits qui sont si naturels à l'homme, qu'on ne peut en renonçer sans déroger en quelque sorte de sa qualité. J'observe d'ailleurs, que ce n'est pas mon intention de proposer des lois américaines comme des modèles, qui doivent ou qui peuvent être suivis dans nos colonies, j'en parle seulement pour faire voir que le droit de suffrage peut-être accordé à tous les peuples sans aucune difficulté. Je sais que des hommes éclairés et sages verront peut-être une imprudence tout au moins dans cette loi américaine; mais que nous serions heureux si la même imprudence commise ici pouvait produire les mêmes effet.

Je pense entrevoir un motif de cette exclution, mais je ne puis, je ne dois le croire possible. Non! nous n'avons plus de ces absurdes préjugés, et ce n'est point pour reléguer une race dans son triste état, et lui interdire tout avancement, que notre gouvernement brisa le joug odieux de l'esclavage où croupissaient dans l'ignorance et dans l'abrutissement tant de milliers d'infortunés. Quand la Hollande, pour répondre aux exigences du siècle et plus encore pour satisfaire à ses propres inspirations de justice et d'humanité, accorda l'émancipation aux esclaves, elle avait certainement en vue un objet plus grand, un but plus noble qu'un simple acte d'économie politique ou une affaire de finance: l'émancipation corporelle, si je puis m'exprimer ainsi, fut accordé dans le dessein de précéder une plus glorieuse encore qui est celle de l'intelligence. Notre nation toujours ennemie de la domination et de la violence a voulu préparer par l'émancipation des esclaves de ses colonies, la voie du développement moral et intellectuel de cette race trop longtemps malheureuse, qui, comme tout ce qui est sorti de la main de Dieu, doit avoir aussi dans ce monde sa mission à remplir. La Hollande est pénétrée de la vérité, que partout où règne la domination, l'esprit languit dans un profond avilissement et que le plus funeste effet de la servitude est de réduire ses victimes à ce lamentable état de bassesse, qui finit par rendre l'homme méprisable à ses propres yeux. C'est maintenant que l'astre de la liberté brille pour ces hommes jadis si misérables, que nous devons tâcher d'en faire des citoyens utiles et éclairés, et que nous devons leur susciter le désir du progrès, parce que c'est une erreur de croire qu'il faut instruire une multitude avant de l'émanciper. La servitude tue l'esprit et rabaisse l'homme jusqu'au rang des brutes: ce n'est point dans cet état abject et déplorable qu'il sentira la beauté de nos institutions politiques, la justice et l'équité de nos lois, les grands avantages que procure une éducation soignée; ce n'est point en subissant de dégradants chatiments, ni en considérant la misère et l'amertume de sa condition, qu'on lui fera deviner les plaisirs du comerce social. L'esclavage est un souffle mortel qui empoisonne et énerve toutes les qualités de l'âme, l'homme accablé sous le poids de cet absurde institution n'est pas lui même, son front est courbé vers la terre par la honte de son état, on peut dire que c'est une ombre qui marche et agit par la suprême volonté d'un maitre; mais, rompez ses chaines, accordez-lui la liberté et aussitôt l'esprit, délivré des entraves, qui embarassaient son vol, reprend tout son ascendant et lui rend propre á toutes sortes de progrès. Tels sont nos affranchis. Notre gouvernement en émancipant ses colonies n'a fait que la moitié du grand oeuvre, qu'il se propose. Magistrats, c'est à vous maintenant de faire le reste.

Pardonnez, monsieur, cette digression.— L'indignation contre l'esclavage est naturel et se montre involontairement. Tant de souffrances et de misères marchent à la suite de cet odieux établissement, la sainte liberté, au contraire, est un bien si cher, qu'on ne peut en parler sans bénir la bonté du prince qui l'accorda á tant d'infortunés et sans remarquer que chaque fois qu'un de ces hommes dit je suis libre, cette seule exclamation est plus glorieuse pour notre nation, que les trophées qu'on remporte sur les champs de bataille en prodigant le sang de nos frères.

Je crois avoir montré les avantages du droit d'éleccion. Nous avons vu le parti qu'on peut en tirer pour l'amélioration des moeurs, nous avons vu que notre système actuel est imparfait et qu'il doit être changé, attendu qu'il présente, tel comme il est, de nombreux inconvénients que sa modification peut éviter. Il reste prouvé, que le droit d'élection, conféré á un seul homme, est contraire à une bonne législation en ce qu'au lieu de faire des élections des espèces de récompenses accordées au mérite, que seul le peuple est en état de connaitre, on les soumet aux arbitraires d'une personne, qui peut errer dans ses choix et qui est souvent mal guidée. La difficulté que l'on fait du court espace de temps depuis l'introduction du nouveau réglement se réduit à rien comme il est prouvé aussi. Il parait que j'ai dû me borner seulement à cette difficulté et la traiter plus longuement, puisque c'est la seule, qu'on allége pour refuser le privilége, que nous reclamons, mais j'ai cru que quand un système ou une loi quelconque peut produire par son adoption plus de salutaires effets que sa rétention n'en prévient d'inconvénients, ce qui est le cas ici, elle doit être aussitôt accordée, parce que les avantages importants et palpables sont plus déterminants que des craintes imaginaires.

C'est une chose inexplicable que le gouvernement hollandais, qui donne de si éclatantes preuves de ses principes libéraux, ait pu nous exclure jusqu'à présent de la liberté d'élection, de ce précieux privilége pour tous les peuples mais principalement pour Curaçao où l'inperfection de notre système administratif fait naitre tant de fâcheux abus dont seul ce privilège est en état de nous garantir. Notre gouvernement peut-il exclure encore longtemps la colonie de Curaçao, qui aspire avec tant d'impatience au progrès, de ce privilège, que nous reclamons de sa justice comme ce qui nous est dû, et de sa bonté comme une marque de distinction que notre état d'avancement exige? Non, sa maxime qui a été de tous temps d'encourager le progrès nous l'apprend.

Voilà, monsieur, ce que j'avais à vous dire. J'aurais moins tardé à le faire, si j'avais mesuré ma diligence sur le désir de pouvoir être utile à mon pays; mais j'ai cru devoir modérer ce désir, dans la croyance où j'étais que quelqu'un plus éclairé que moi, mais non plus désireux de concourir à l'obtention de nos privilèges, aurait pris sur soi cette tâche. C'est pour cela que cette lettre ne parait que si tard. La plume aurait dû me tomber de la main si je n'aspirais qu'à l'honneur de bien écrire, et si moins sûr de votre indulgence j'avais plus consulté mes forces que l'utilité manifeste du sujet.

Je suis avec le plus profond respect,
Monsieur,
Votre très-humble et très-obeissant serviteur,
C. GORSIRA Mz.
Curaçao 17 Décembre 1869.

Gewoone Vergadering
VAN DEN
Kolonialen Raad
op Maandag den 20 December 1869, des middags ten 12 ure.

TE BEHANDELEN ONDERWERPEN:

N°. 1. Verkiezing van twee candidaten voor het lidmaatschap van den Kolonialen Raad.

Namens den Voorzitter,
De Gouvernements Secretaris,
Griffier van den Kolonialen Raad,
W. B. MELLINK.

GOUVERNEMENTS SECRETARIE.
Curaçao den 17 December 1869.

NAMENS den Heer Gouverneur wordt by deze bekend gemaakt, dat de zetting van het brood voor de volgende week, eindigende den 25 dezer, als volgt is bepaald: het brood van vyftien Cents moet 18¼ oncen wegen en van mindere pryzen naar evenredigheid; zullende het zoogenaamde fransche brood van den voormelden prys een once minder mogen wegen; op pœne als by de Publicatie van den 16 Maart 1824 is vastgesteld.

De Gouvernements Secretaris,
W. B. MELLINK.

Administratie van Financien.
Gouvernements Wissels.

OP aanstaanden Dingsdag, den 21 dezer, zullen door het Gouvernement dezer kolonie verkocht worden Wissels op het Ministerie van Kolonien, ten bedrage van *Dertig Duizend Gulden* (*f* 30,000), betaalbaar *dertig dagen nazigt* en af te geven op den 3 January 1870; zullende:

1°. het aanbod van agios, als gebruikelyk, in decimalen met geheele centen te berekenen, worden aangenomen.

2°. de hoegrootheid der wissels, naar verkiezing van de belanghebbenden, worden bepaald, echter voor geen minder bedrag dan van *Vyftig gulden* (*f* 50) en met geene andere breuk dan van *Vyf Gulden* (*f* 5).

Die daarin gading hebben, gelieven zich ter Administratie van Financien met beslotene biljetten van inschryving te vervoegen op bovengemelden datum, uiterlyk tot en met het vallen van het middagschot.

De belanghebbenden worden geinformeerd dat ordonnantien ten laste van de koloniale kas in voldoening der bedragen van de wissels zullen worden aangenomen en worden verzocht om by de opening der biljetten tegenwoordig te zyn of wel zich te doen vertegenwoordigen.

Curaçao den 17 December 1869.
De Administrateur van Financien,
GORSIRA.

DE debiteuren wegens het *één percent patentregt* over het *derde kwartaal* 1869 worden hierby opgeroepen en aangemaand om het verschuldigde ten kantore van den ondergeteekende te komen voldoen; zullende na den 31 dezer maand de onbetaalde posten geregtelyk worden ingevorderd.

Curaçao den 17 December 1869.
De Koloniale Ontvanger,
P. I. BEAUJON.

DE Pakket (Engelsche mail) vertrekt op a. s. *Donderdag, den 23 dezer;* de brievenzakken zullen op dien dag *des middags twaalf ure precies* gesloten worden.

Curaçao den 17 December 1869.
De Commis belast met de Post-directie,
J. F. K. VAN EPS.

Lyst van de ter Postery alhier liggende brieven, drukwerken, monsters en stalen, aangebragt gedurende de laatste acht dagen.

Brieven:

Mariana Carrera, Antonio Cano, Jose B. Camoin, T. M. Curiel, Samuel de Casseres, Clara Cruenque, J. W. Heldewier Vignon, Carolina Hendriksend, Josias L. Henriquez, Piery Henriquez, S. M. Lansberg, Manuel Leyba, Felix Torres Peron, Mois Pinedo, Isaac Pinedo Jr., Ml. Sanchez e hijos, Antonio Zuleta.

Drukwerken enz.:

Martin J. Sanavria.

Curaçao den 17 December 1869.
De Commis belast met de Post-directie,
J. F. K. VAN EPS.

Protestantsche Maatschappy van Weldadigheid te Curaçao.

HET Bestuur van voormelde Maatschappy maakt van dit weekblad gebruik deszelfs dank aan een ieder te betuigen, voor de ingezondene voorwerpen en ondervondene medewerking by gelegenheid van de tentoonstelling en verloting van dameshandwerken enz., gehouden in de maand November dj ten behoeve van de Protestantsche armen alhier, en geeft tevens een overzigt van de verkregene uitkomsten daarvan; te weten:

Opbrengst der tentoonstelling		*f* 144. 50.
Verkochte 1000 loterynummers ...		„ 1000. —
		f 1,144. 50.
Af:		
Aankooopen van ontbrekende voorwerpen	*f* 151. 25.	
Loon van geëmploijeerden „	18. —	
Drukloon van loterybriefjes en voor papier .... „	12. 40.	
Diverse kleine uitgaven .. „	12. 10.	
		„ 193. 75.
Zuivere opbrengst		*f* 950. 75.

Curaçao den 17 December 1869.
Namens het Bestuur voormeld,
ESKILDSEN, Secretaris.

☞ UITHOOFDE van de invallende feestdagen op Zaturdag den 25 December 1869 en Zaturdag den 1n. January 1870, zal de Spaarbank tot het ontvangen van Stortingen geopend worden op Donderdag den 23 en Donderdag den 30 December 1869.

Dienstbeurten by de Spaarbank.

Zaturdag den 18 December 1869.
Bestuurder de Heer W. C. Gäerste.
Commissarissen de Heeren Ic. J. Senior en Jeudah Senior.

"DE VERGENOEGING"
MAANDELYKSCHE VERGADERING
op Zaturdag den 18 December 1869.

GODSDIENSTOEFENING by de Vereenigde Protestantsche gemeente op aanstaanden Zondag des morgens te 9 ure.

VIERDE Natuurk: lezing in de Engelsche en Holl: taal op Woensdag avond den 22n. Dec: Sprekers de H: H: Dr. I. J. Senior en Ds. Simons.

OVERLEDEN op den 15e. September 1869 te *Omoa* (Golf van *Honduras)* de Heer *Johannes Kennetté Gorsira,* geboren te *Curaçao* op den 15e. April 1830.

Eenige kennisgeving.

CURAÇAO.

Vaartuigen in- en uitgeklaard in de laatste acht dagen.

INGEKLAARD.—*December.*

10 ned bark Grazielle, Martes, Bonaire.
11 „ „ Minerva, Croes, Aruba.
eng. stoomb. California, Watson, St. Thomas.
13 ned. bark Carolina, Ridderstap, Aruba.
ven. boot Gran Diablo, Cordero, Pto. Cabello.
ned. schr. Victoire Clemence, Ulder, Barcelona.
„ bark Carolina, Bergkraam, Bonaire.
„ boot Siomara, Martinus, Bonaire.
14 „ schr. Maria Eliza, de Haseth, Demerary.
ven. bark Concepcion, Evertsz, Bonaire.
„ boot Guadaloupe, Leones, Pto. Cabello.
16 am. schr. S. R. Jameson, Jameson, Baltimore.
ned. „ Elvira, Iribadi, Pto. Cabello.
„ „ Miss. Gerst, Maracaibo.
„ schr. brik Emma Dean, Atkinson, New-York.
„ schr. Harbinger, Leverock, Saba.
17 ven. „ Ana Antonia, Valles, Pto. Cabello.
ned. bark Experiencia, Nicolaas, Bonaire.

UITGEKLAARD.—*December.*

10 ned. bark Elvira, Thode.
„ schr. Galgo, Schoonewolff.
11 „ „ Elizabeth, Weeber.
eng. stoomb. California, Watson.
13 ned. bark Minerva, Croes.
ven. boot Cileño, Mármol.
14 ned. „ Siomara, Martinus.
ven. schr. Manuelita, Hance.
„ boot Gran Diablo, Cordero.
ned. bark Carolina, Bergkraam.
15 „ „ Carolina, Ridderstap.
„ schr. brik La Creole, Spalckhaver.
ven. bark Cristina, Sulbaran.
„ „ Concepcion, Evertsz.
ned. „ Cesar, Muskus.
„ schr. Carmelita, van Grieken.
16 „ bark Calypso, Torbed.
„ schr. Aguila, Drume.
17 „ brik Gouv. de Rouville, Wolking.
„ bark Grazielle, Martis.
ven. „ Camelia, de Windt.

☞ *Wegens den Feestdag op aanstaanden Zaturdag 25 zal het volgende nummer van de Courant op Vrydag avond uitgegeven worden. Wy verzoeken dat de advertentien en andere stukken, bestemd voor dat nummer, vroeg op dien dag ingezonden worden.*

AANGEKOMEN: Zaturdag, den 11, van Liverpool laatst van St. Thomas, het Stoomschip van de "West India and Pacific Steamship Company" *California*, kapitein *R. Watson*; en is Dingsdag naar Colon via Sta. Martha vertrokken;

Donderdag, den 16, van New York, de Nederlandsche Schoenerbrik *Emma Dean*, kapitein *Atkinson*;

— van Pto. Cabello, het Venezolaansche Oorlogstoomschip *Maparari*, Kommandant *J. Arévalo*;

— van La Guayra, het Venezolaansche Oorlogstoomschip *Federacion*, Kommandant *N. Loaiza.*

Met de *Emma Dean* zyn New Yorksche Couranten ontvangen tot den 2, met berigten uit Europa tot 1 December.

De prys van het goudgeld aan de geldmarkt te New York was den 1 December, 's morgens, 122⅛, 's namiddags 122 á 122⅛.

Den 29 November daalde de prys van het goudgeld tot 121½ doch rees denzefden dag tot 122.

Uit New Yorksche Couranten.

PARYS, 29 Nov. Een zeer groote menigte bevond zich heden in den omtrek van het gebouw der Wetgevende vergadering; de orde werd evenwel geen oogenblik gestoord. Het schouwtooneel in de Kamer was zeer indrukwekkend.

De Keizer werd by zyne komst in de zaal der vergadering met welmeenendheid en eerbied ontvangen. Al de leden stonden op en bleven eenigen tyd staande. De Keizer nam plaats op den troon en zoodra de stilte hersteld was, sprak hy met eene heldere en vaste stem zyne rede uit Zyne rede werd met diepe stilte en onder herhaalde toejuiching aangehoord. Toen hy verklaarde dat "hy verantwoordelyk is voor de handhaving der orde" werden zyne woorden met geestdrift toegejuichd.

PARYS 1 Dec. Naar men berigt verleent de Keizer alle morgen audientie aan den Heer Guizot.

— De Heer Schneider is herkozen tot President van de Wetgevende Kamer.

LONDEN, 30 Nov. De *Morning Telegraph* de aanspraak van Keizer Napoleon besprekende, zegt dat zy vryzinnig is in uitdrukkingen en in de beloften, welke zy bevat Wanneer zy niet voldoet aan de eischen der party van de linkerzyde, zoo wordt er ten minste aangekondigd, dat eene nieuwe reeks van liberale hervormingen een aanvang zal nemen.

LONDEN 1 Dec. Volgens brieven uit Parys, voorkomende in dagbladen van heden morgen, bevat de aanspraak van den Keizer by de opening van de Wetgevende Kamer niets byzonders. Het volk is zeer teleurgesteld in zyne verwachting.

— De *Londen Times* van heden zegt in zyne beschouwing nopens de staatkundige zaken van Frankryk het volgende:

"De Keizer heeft als nog de geheele waarheid niet uitgesproken. De ministeriële verantwoordelykheid, welke hy heeft toegestaan, is onbestaanbaar met de theorie van persoonlyk gouvernement, hetwelk hy zou willen behouden. Hy zit bekneld tusschen de twee beginselen; hy is besluiteloos; en het is onzeker, welken weg hy zal inslaan. Zoodanige toestand zou in zeker tyd een slecht voorteeken geweest zyn voor de vreedzame ontwikkeling van Frankryks vooruitgang; die tyd is echter voorby."

— Het is nu bepaald dat Hr. Ms. Schip Monarch de aardsche overblyfselen van den Heer Peabody den 8 December naar Amerika zal overbrengen.

KOPENHAGE, 27 Nov. De Staats Courant van heden maakt het volgende bekend:

De ratificatien van den verkoop van het eiland St. Thomas aan het gouvernement der Vereenigde Staten is zes maanden uitgesteld.

GEMENGDE BERIGTEN.

— Wanneer men zich herinnert, dat de tegenwoordige toestand van Ierland het regtstreeksche gevolg is van het wanbestuur van Engeland in vorige eeuwen; wanneer men in Spanje en Italie eveneens het volk ziet lyden door de schuld van vorige geslachten, moet men de waarheid erkennen van de eeuwige wet, dat de zonden der vaderen op de kinderen zullen bezocht worden, en voor elke regering wordt de verantwoordelykheid, welke zy op zich laadt, voor al hare handelingen, door Ierland's voorbeeld krachtig aangetoond. Het tegenwoordige ministerie is in een zeer moeijelyk geval, dat men eerst dan wèl kan beoordeelen als men zich goed voorstelt, welk een ligt ontvlambaar volk de Ieren zyn, die door welsprekende, of alleen opgeschroefde redevoeringen en aanhitsende dagblad-artikelen tot elk uiterste kunnen gedreven worden. Nu worden op het oogenblik redevoeringen op volksvergaderingen uitgesproken, en artikelen in de zoogenaamde "nationale" dagbladen geplaatst, welke alle grenzen van betamelykheid te buiten gaan, en openlyk aansporen tot het schenden der wet, tot opstand en tot misdaad. In Engeland sterven gemeene dagbladen altyd hun eigen dood; laat de regering aan opgewonden demagogen maar een weinig de vrye hand, dan verklaart de openbare meening al zeer spoedig, dat die bombast haar niet aanstaat, en de redenaars kunnen naar huis gaan. In Ierland echter maakt straffeloosheid het volk altyd stouter en stouter; en nergens ter wereld vermag eene kalme, strikt regtvaardige, zich steeds gelyk blyvende uitvoering der wet zoo weinig als in Ierland.

De kwestie is derhalve, of de regering niet verstandig zou handelen door te beletten, dat in de dagbladen, die ongeveer op 800,000 lezers kunnen rekenen, verraad worde gepredikt en het volk tot opstand worde aangespoord.

— De *Times* en de *Daily News* bevatten lange artikelen by gelegenheid van den dood van den markies van Westminster, de rykste man van Engeland, misschien van de geheele wereld. De markies had een inkomen, dat byna onmogelyk juist te berekenen is, doch dat door de *Times* op £ 1000 (ƒ12,000) inkomen per dag berekend wordt. Het volk, dat zich zulk eene onmetelyke fortuin niet kan voorstellen, heeft er op uitgedacht dat de markies voor elken keer dat hy ademhaalde een sovereign inkomen had.

Een groot gedeelte van dat ontzaggelyke inkomen wordt opgebragt door de aristocratische wyk van Londen, Belgravia, welke byna geheel aan lord Westminster toebehoorde. Deze grond, welke eerst in de laatste twintig jaren zoo ontzaggelyk veel opbrengt, kwam 200 jaren geleden in de familie Grosvenor, (van het normandisch Gros Veneur, zegt de familie-geschiedenis, welke volgens de *Daily News* vry mythisch is), door het huwelyk van den toenmaligen lord Grosvenor met Miss Mary Davis; want deze familie, welke in tegenoverstelling van die der Stanleys nog nooit een buitengewoon man heeft opgeleverd, heeft altyd het familie-vermogen vergroot door ryke huwelyken, en ieder oudste zoon huwde op zyne beurt de eene of andere ryke erfgename.

De *Times* acht het noodig eene lange en ietwat vervelende predikatie te houden tot den nieuwen markies, ten einde hem opmerkzaam te maken op de pligten van een man, die zoo ontzettend ryk is. Een Croesus als de markies van Westminster is eene der instellingen van het land, een gevolg der nationale beschaving, beweert de *Times*, en het volk heeft eene "krachtige, gezonde" vereering voor zulk eene fortuin. Het blad hoopt, dat de nieuwe markies van Carabas, wy bedoelen van Westminster, op een grooter voet zal gaan leven en aan het volk zal toonen, tot welke "nuttige verfyningen en weelde" men geld gebruiken kan.

— Het Huis der Afgevaardigden te Berlyn heeft zich te Berlyn verklaard voor de invoering van het burgerlyk huwelyk. De regering heeft zich met de zaak niet ingelaten; het scheen dat zy meende, dat de gansche kwestie haar niet betrof, want de minister van eeredienst, de betrokken minister, heeft geen enkel woord gesproken by de discussie over dit zoo belangryke ontwerp.

— Er zyn van Berlyn eenige natuuronderzoekers naar Zuid-Duitschland vertrokken, ten einde aldaar waarnemingen te doen met betrekking tot de tegenwoordig zoo vaak zich herhalende aardbevingen. Ook te Berlyn heeft men iets dergelyks waargenomen en ten gevolge daarvan houdt men zich ook daarmede onledig.

— Men ontleent aan de *Pall Mall Gazette* den volgenden brief van den bekenden correspondent te Rome.

De Paus heeft verscheidene nieuwe benoemingen gedaan by den staf van het concilie.—Monseigneur Falloux de Coudray en Monseigneur Nina, de asessor der inquisitie, zyn tot "scrutators", en Monseigneur Ralli tot notaris van het concilie benoemd. De geestdrift van den Heiligen Vader voor het concilie weet nog van geen verminderen. Een Duitsche bisschop bragt Z. H. onlangs eene groote gift in geld van de dames van zyn diocese en antwoordde den Paus op diens vraag of hy op het concilie zou komen, dat hy te oud was, in zyn 71ste jaar zynde.

"Noemt gy 71 jaren oud? riep de Paus uit: Ik ben 78 en gevoel my nog jong en zal het concilie bywonen zonder myne andere pligten te verzuimen."

Het concilie zal waarschynlyk een voorstel van Keizer Napoleon hebben te behandelen, die klaagt dat Italie met 24,000,000 inwoners 36 kardinalen heeft, terwyl de 35,000,000 Franschen slechts 5 of 6 kardinalen bezitten. De Keizer wenscht dat deze waardigheid verleend zal worden naar gelang der bevolking, zoowel in Frankryk en Italie, als in Oostenryk. Spanje, Portugal en in de andere Katholieke landen.

— Kardinaal Benardi heeft den eersten steen gelegd van een monument, dat tot herdenking van het concilie wordt opgerigt, voor de kerk van San Pietro in Montorio, op het Janiculum.

— Volgens de *Patrie* bevat het wetsontwerp op het lager onderwys de volgende hoofdbepalingen: Het kosteloos lager onderwys wordt in alle gemeenten van het keizerryk ingevoerd van 1 Oct. 1870 tot 1 Oct. 1875. De kosten worden gedeeltelyk gevonden door schenkingen, gedeeltelyk opgebragt door de gemeenten en byzondere belastingen. Buitendien zal de staat 25 millioen, dus jaarlyks 5 millioen bydragen. De onderwyzers der lagere scholen zullen eene vaste bezoldiging genieten van 700, 800, 900 en 1000 frs., en buitendien eene byzondere schadeloosstelling voor elke school.

— De *Figaro* deelt mede, dat het huwelyk van den Heer de Lesseps met Mej. Louise Heléne Autard de Bragard den 25 Nov. te Suez zal voltrokken worden. De Keizerin van Frankryk zal het contract teekenen op den dag van de opening van het Suez kanaal, en de eerste plaats zal worden opengelaten voor de handteekening des Keizers. Het is bekend, dat de Heer de Lesseps eene soort van neef van de Montyo's is, en de Keizerin is voornemens haren neef een prachtig geschenk te geven. Het is een oude Egyptische triremis in massief zilver. Op de kiel zyn de verschillende werken van den Heer de Lesseps afgebeeld, en boven het allegorische schip houden geniussen een gouden kroon. Mej. de Bragard is nog zeer jong; c'est une fleur de la vingtième année, zegt het blad.

— Behalve het Fransche hulpkorps, in den Kerkelyken Staat aanwezig, bevindt zich daar ook een korps, dat, hoewel het Fransche vaandel niet voerende, toch in regtstreeksche betrekking staat tot het Fransche ministerie van oorlog, namelyk het legioen van Antibes, onder bevel van den kolonel d'Argy. Ten einde den weg tot het doen van lastige interpellatiën af te snyden, worden thans aan het Fransche pepartement van oorlog de noodige maatregelen genomen, ten einde elke betrekking tusschen dit legioen en het Fransche leger op te heffen, zoodat het legioen van Antibes voortaan uitsluitend van den Paus zal afhangen en de kosten daarvan te zynen laste komen.

— In de behoefte aan billart-queuen wordt grootendeels voorzien door Parys, waar men thans 12 fabrieken, werkende met 100 tot 120 man, vindt, die zich uitsluitend hiermede bezig houden. Voornamelyk zyn het de stokken uit één stuk hout, die hier worden vervaardigd uit de hand, door middel eener gewone draaibank. Te zamen maken deze fabrieken 1500 en 1600 stuks per dag. Een werkman maakt in den regel in tien werkuren tien tot twaalf stuks, waarvan de verkoopprys 15 a 20 frs. per dozyn bedraagt. Gérard heeft nu een zeer eenvoudigen toestel uitgevonden om deze stokken machinaal te maken. De machine wordt bediend door een jongen, die niets anders te doen heeft dan de daartoe bestemde stukken hout in de machine te leggen en aan een kruk te draaijen. Op deze wyze worden 110 stuks in een uur gemaakt.

— Het drama *Martin Luther*, — naar men zegt een tegenhanger van Ponsard's *Galilei*, maar dit ver in kunstwaarde overtreffende, werd reeds achttien jaren geleden door den Heer Leon Halevy vervaardigd. De vergunning, om het te Parys ten tooneele te voeren, is eerst onlangs door de regering verleend, echter onder voorwaarde, dat met de opvoering tot na den afloop van het œcumenisch concilie zal worden gewacht.

— Onlangs heeft men te Munchen een begin gemaakt met het verwarmen der spoorwegrytuigen voor de sneltreinen; aanvankelyk heeft men alleen de rytuigen der eerste klasse verwarmd, maar binnen korten tyd zullen alle wagens van de personentreinen op die wyze worden voorzien. By elken trein is een wagon, waarin een calorifière is geplaatst; door middel van caoutchoucbuizen wordt de warmte naar de verschillende rytuigen geleid; deze eenvoudige wyze van handelen beantwoordt, naar men zegt, volkomen aan het doel.

— De heer Lorillard is den 13 Aug. op zyn jacht *Météore*, waarmede hy eene reis rondom de wereld onderneemt, van New York vertrokken. Dit vaartuig is 130 voet lang, 27 voet breed en 11 voet diep. De reiziger zal eerst Engeland aandoen, denkt vervolgens de opening van het kanaal van Suez by te wonen, vanwaar hy de Indische zee oversteken en aan de indische eilanden een bezoek brengen zal, om vervolgens, dwars door de Stille Zuidzee, Californie te bereiken.

— In de *Opinion Nationale* leest men de volgende zeer vermakelyke historische anecdote. Op eene soirée by Koningin Victoria op Buckingham-palace begon plotseling de lamp te stoomen. De Koningin stond op en draaide de pit neer. Eene algemeene ontsteltenis onder de aanwezigen. Eene der hofdames kon zich dan ook niet weerhouden, uit te roepen:—Hoe! Uwe Majesteit heeft zich verwaardigd.... Zy zelve.... Maar myn Hemel, antwoordde de Koningin, vindt gy dit zoo vreemd? Zoo ik geroepen had: De lamp stoomt! zou eene van myne eeredames tot den kamerheer gezegd hebben:— Maar zie dan toch, mynheer, de lamp stoomt! De kamerheer zou zich daarop tot den eersten kamerbediende gewend hebben:— Mynheer, de lamp van de Koningin stoomt! De eerste kamerbediende zou vervolgens een knecht geroepen hebben, maar de lamp zou op 't oogenblik nog stoomen. Ziedaar de reden, waarom ik 't zelve heb gedaan.

— By gelegenheid van het eeuwfeest der ingenieurs-academie te Petersburg, zal een groot model van Sebastopol — voorgesteld, gelyk het was tydens de belegering — eindelyk gereed zyn. Onder toezigt van den bekenden von Tottleben heeft men reeds sedert eenige jaren daaraan gewerkt.

— Eerst thans kan hy, die zich op zoo verren afstand van Rusland bevinden, zich eenigermate een denkbeeld vormen van de yselykheid van den hongersnood, die voor twee jaren in Finland woedde. Volgens eene thans door het ministerie van binnenlandsche zaken openbaar gemaakte statistiek, zyn in dit schaars bevolkte land, waar op 6844 vierkante mylen 1,766.255 menschen wonen, in dien tyd 300,000 personen van honger omgekomen.— Wanneer deze cyfers niet op officiële mededeelingen berusten, zou men geneigd zyn het gansche berigt voor eene fabel te houden.

— De *Wiener Abendpost* bevat een berigt uit Caïro van den 6 Nov., houdende, dat het internationale congres aldaar dien dag is geopend. Er waren 30 leden tegenwoordig.— Oostenryk, Groot-Brittannië, Frankryk, de Noord-Duitsche Bond en Zweden waren reeds vertegenwoordigd. De zaakgelastigden waren door den Onderkoning ontvangen.

— Gelyk velen lezers bekend is, houdt men zich sedert 1867 in de nabyheid van Sperenberg, tusschen Trebbin en Baruty druk bezig met grondboringen, ten einde de dikte te peilen van de aldaar aanwezige zoutlaag. Men is thans gevorderd tot eene diepte van 2146 voet. De bovenste aardlagen hebben eene dikte van 283, terwyl de overige 1863 voet de verkregen dikte voorstellen eener onafgebroken zoutlaag; een dergelyk voorbeeld laat zich ter wereld niet aanwyzen. Men vermoedt, dat er steenkolen onder zullen aangetroffen worden; om die reden zal de boring worden voortgezet, totdat men door de zoutlaag is en ontwaart hetgeen daaronder verborgen ligt.

— In de faculteit der geneeskunde van de hooge school te Zurich zyn niet minder dan 14 dames als studenten toegelaten. Daaronder zyn vele Russinnen.

— De Dalmatische landdag-afgevaardigde en podestà van Castelnuevo, Georg Bojoeonic, die zich thans te Weenen bevindt, heeft aan den minister-president, graaf Taaffe, eene memorie overhandigd, omtrent de oorzaak en het ontstaan van den opstand in het district Cattaro. Daarin constateert hy in den aanvang, dat het landvolk in het district Cattaro aan zyne van oudsher bestaande militaire instellingen hecht, en dat deze door de wet op de landweer op eene in het oog loopende wyze worden aangerand. De opgewondenheid en de verbittering der bevolking gaf zich reeds lucht toen de eerste conscriptie zoude plaats hebben. De lieden begonnen te morren en belemmerden de pastoors, toen deze de ingevulde naamlysten aan de politieke overheid wilden overhandigen. "Deze ontevredenheid — dus gaat het stuk voort — verbreidde zich binnen weinige dagen over alle gemeenten, zoodat de gemeentebesturen zich verpligt zagen, om op eene vergadering te Cattaro byeen te komen, ten einde langs telegraphischen weg een kort uitstel voor de conscriptie te verzoeken aan den stedehouder van Zara. Ongelukkig genoeg gewerd hun een weigerend antwoord. Toen rigtten zy zich met hunne bede per telegraaf tot den Keizer, maar ook hier bereikten zy hun doel geenszins. In deze omstandigheden kwam te Cattaro het berigt aan, dat de stedehouder, ridder von Wagner, in die stad zoude aankomen. De stedehouder verliet (zoo als men beweert op aanraden van den districts-commissaris) niet eens de kanonneerboot, waarop hy van Zara gekomen was, en die naauwelyks vyf minuten ver van de landingsplaats het anker had laten vallen; hy zond alleen den plaatselyken kommandant van Cattaro, den overste Ellger, aan de vergaderde gemeentebesturen van de steden en de landsgemeenten. Daarover waren alle aanwezigen verontwaardigd, te meer, toen de overste op harden militairen toon tot de vergaderden eene toespraak hield, waarin hy onder meer zeide, dat de stedehouder hun zyn leedwezen te kennen deed geven, dat onder de 35 millioenen van Oostenryks onderdanen enkel de inwoners van het district Cattaro zich verzetten tegen de ten uitvoerlegging van de landweerwet. De overste weet het hun, dat de in de conscriptie gevallenen aarzelden den voorgeschreven eed af te leggen; hy deed opmerken, dat het in het byzonder geen ongeluk zou mogen heeten, wanneer ten gevolge van de landweerwet de huwelyken en daardoor de vermeerdering der bevolking wierden beperkt, daar anders in 40 jaren deze laatste zoude verdubbelen en er ten slotte geen werk meer over zoude blyven. Hy besloot met te zeggen, met opgeheven hand, dat de lysten der lotelingen binnen 8 dagen moesten gereed komen. Deze in alle mogelyke opzigten onverstandige redevoering, gepaard aan het wegblyven van den stedehouder, vernietigde met een slag al het goede, dat het streven van den landweer-kommandant, majoor Bizarro, reeds had bereikt, vooral toen de gemelde overste uit naam des stedehouders ook elk uitstel, ten einde aan eene deputatie den tyd te gunnen zich naar het keizerlyk hof te Weenen te begeven, stellig van de hand wees. Toen had de bloedige botsing van 7 October plaats; van dat tydstip af begon de stryd, die nu nog niet geëindigd is. De memorie besluit met deze bede:

"Wanneer thans nog eene vreedzame oplossing der kwestie en de spoedige staking van het nutteloos bloedvergieten in den wensch liggen der K. K regering, zoo zoude er naar myne meening ook nog in dit oogenblik een middel hierop kunnen worden gevonden; het zoude bestaan in de onmiddellyke afzending aan de oproerlingen van een persoon, die het volste vertrouwen der bevolking geniet, welke persoon natuurlyk met buitengewone volmagt, zoowel betreffende het onderwerp in kwestie, als ook omtrent eene algemeene amnestie, moest voorzien zyn"

— Ten behoeve van het expeditie-corps, dat in Dalmatië bezig is te opereren tegen de insurgenten, heeft men yzeren wachthuizen doen vervaardigen; zy zyn ruim genoeg om 18 infanteristen te bergen. Muildieren dragen de afzonderlyke platen, waaruit zy bestaan en die zeer gemakkelyk nevens en in elkander kunnen gevoegd worden, zoodat men met eenige oefening binnen zeer korten tyd in de bergachtige streken een veilig standpunt kan innemen. Er zyn schietgaten in gemaakt, die aan de scherpschutters de gelegenheid geven met voordeel in het gecoupeerde terrein post te vatten. Elk dier wachthuizen kost ongeveer 5000 flor.

— Van Bombay 6 Oct. berigt men dat de Heer Kirk, te Zanzibar, een brief heeft ontvangen van Dr. Livingstone, gedagteekend van het meer Bangeloroo, 8 July 1868 (?), houdende, dat hy de bronnen van de Nyl had gevonden tusschen 10 en 12 graden Zuiderbreedte. Hy bevond zich in goeden welstand.

In een brief des Heeren Kirk wordt de aankomst gemeld der karavaan te Zanzibar. Dr. Livingstone bevond zich te Ujyi.

Gedrukt ter Drukkery van
A. L. S. MULLER &
C. J. & A. W. NEUMAN Fz.